



CHILLY-MAZARIN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

**PROCES VERBAL DE LA SEANCE  
DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 14 FEVRIER 2022**

**Nombre de membres**

en exercice : 35  
Présents : 24  
Représentés : 10  
Excusée : 1  
Absent : /

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze février à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

**PRÉSENTS :** MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; MM. SERRES, HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, YENKETRAMDOO, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, MME HADJIAT ; M. RIBEIRO-CAPITAO, MME LACARRIERE-FARGES, M. RODRIGUES, MME BERNIER FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

**REPRÉSENTÉS :**

MME NAOUM-GHAZIEFF ..... POUVOIR A M. LACAMBRE  
M. SOUSA ..... POUVOIR A M. CRUSE  
MME MORIEZ ..... POUVOIR A MME MICHON  
M. BOUKOUNA ..... POUVOIR A MME REZGUI  
M. DEBBI ..... POUVOIR A M. JANUS  
M. FERYN ..... POUVOIR A MME GY  
MME TERRINE ..... POUVOIR A MME YENKETRAMDOO  
M. BOUCHE ..... POUVOIR A MME LACARRIERE-FARGES  
MME LEANZA ..... POUVOIR A M. RIBEIRO-CAPITAO  
M. LEBAS ..... POUVOIR A MME BERNIER

**EXCUSÉE :** MARTINE CINOSI-GIRARD

**Secrétaire de séance :** KENZA HADJIAT

\*\*\*\*\*

#### ❖ POINTS INFORMATIFS

Rafika REZGUI fait un retour au Conseil municipal sur le déplacement à Carlet, en Espagne, qui s'est déroulé du 21 au 23 janvier. Il a permis la rencontre de la nouvelle équipe municipale et la définition de pistes d'actions pour rapprocher les deux collectivités. Une invitation en retour a été formulée et une délégation de Carlet devrait venir à Chilly-Mazarin courant juin.

Rafika REZGUI indique que le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) a été installé le 17 janvier 2022. Le diagnostic local de sécurité y a été présenté. Elle relève le travail important de Madame Béatrice RICCIARELLI, adjointe en charge de la Sécurité, de la Prévention et de la Tranquillité Publique et du cabinet Themis dans l'élaboration de ce diagnostic qui débouche sur trois axes d'actions : la tranquillité publique, les actions pour la parentalité et le renforcement de l'accès aux droits et de la lutte contre les violences faites aux femmes.

Rafika REZGUI évoque une procédure contentieuse, engagée par la « Maison des Jeunes et de la Culture » (MJC) Gérard BLOTNIKAS, qui a saisi les juridictions administratives du refus de l'ancienne municipalité de verser une subvention sur projets de 30 000 €. La Commune, ayant été condamnée par la Cour administrative d'appel de Versailles le 25 novembre 2021, va procéder au versement de cette somme auprès du liquidateur de la MJC.

Enfin, Rafika REZGUI évoque le centre de vaccination, dont la fréquentation a baissé et la décision en conséquence de réduire l'amplitude d'ouverture.

Chantal LACARRIERE-FARGES revient sur le procès-verbal du Conseil municipal du 13 décembre 2021 : elle conteste le fait que six conseillers municipaux de l'opposition, dont elle, sont mentionnés comme n'ayant pas participé au vote de la délibération n° 4, sur les subventions aux associations, alors qu'ils le souhaitaient.

Rafika REZGUI lui répond qu'après avoir visionné la séance, il apparaît que les six conseillers concernés n'ont effectivement pas voté la délibération et qu'elle ne saurait indiquer des faits inexacts dans un tel document. Elle fait toutefois prendre acte, dans le procès-verbal, de la présente séance, de leur observation.

\*\*\*\*\*

Sur ces précisions, le procès-verbal de la séance du lundi 13 décembre 2021 est adopté à l'unanimité.

\*\*\*\*\*

#### **1 – COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS-SACLAY (CPS) : APPROBATION DU RAPPORT DU 8 DECEMBRE 2021 DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT).**

Marie-Hélène MICHON présente le rapport de la Commission Locale pour l'Evaluation des Charges Transférées du 8 décembre 2021 et ses principaux sujets : le cofinancement de la navette communautaire, l'ajustement de l'Attribution de Compensation qui en découle et le transfert du Conservatoire de Longjumeau.

**Le Conseil municipal :**

**APPROUVE** le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de la Communauté Paris-Saclay du 8 décembre 2021, ci-après annexé.

**DEMANDE** que, à la prochaine réunion de la commission, l'évaluation de l'investissement lié au conservatoire soit traduite dans les annexes au rapport par une attribution de compensation d'investissement, conformément au souhait de la commission.

**DEMANDE** que cette proposition de la commission fasse l'objet d'une étude par les instances compétentes.

**Résultat du vote : UNANIMITE.**

**2 - ACTUALISATION DES TARIFS COMMUNAUX 2022 POUR LA PETITE ENFANCE.**

Dominique LACAMBRE rappelle que les tarifs de la petite enfance n'avaient pu être votés avec les autres, faute de transmission desdits tarifs par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), et sont donc votés séparément.

**Le Conseil municipal :**

**ACTUALISE** les revenus plancher et plafond, conformément aux informations transmises par la CAF pour les tarifs de la petite enfance.

**APPROUVE** les tarifs de la petite enfance, au titre de l'exercice 2022, tels qu'ils figurent sur le document ci-annexé, qui remplace et annule le précédent issu de la délibération n° D211312-2 du 13 décembre 2021.

**Résultat du vote : UNANIMITE.**

3

**3 - DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES (DOB) : EXERCICE 2022 – ADOPTION DU RAPPORT.**

Dominique LACAMBRE présente le Rapport d'Orientations Budgétaires. Il constate le rétablissement de la situation financière d'avant crise en 2021 ainsi que le résultat en très nette augmentation. Pour 2022, il expose et détaille les objectifs :

- Optimiser les dépenses pour adapter et améliorer le Service public,
- Retrouver une épargne de gestion courante positive dès le budget primitif,
- Renforcer le niveau d'investissement.

Il décrit les grandes caractéristiques des recettes de fonctionnement : fiscalité, dotation, tarification.

En dépense, il précise l'évolution de la masse salariale. Il détaille la structure des effectifs.

Enfin, il présente les orientations d'investissement, en les détaillant par thématique :

- Investir pour bien grandir,
- Animer la ville,
- Faire respirer la ville,
- Rendre la ville plus sûre et au service des Chiroquois.

Alain JANUS évoque l'étude de faisabilité des équipements à construire, et notamment celui dédié au sport, dont il se réjouit. Il précise que l'étude est menée en partenariat avec l'ensemble des clubs sportifs et des établissements scolaires de la Ville.

Rafika REZGUI prolonge ces propos et insiste sur l'importance de la concertation.

Chantal LACARRIERE-FARGES s'interroge sur la priorité donnée au gymnase et demande des précisions sur les projets en termes de développement durable et de sécurité.

Dominique LACAMBRE lui indique que l'équipement sportif est le plus simple à concevoir, mais que les autres projets avancent en parallèle. Il lui apporte des précisions sur l'environnement et la sécurité.

Julien RODRIGUES s'enquiert du coût de l'éventuel transfert du conservatoire à la Communauté d'Agglomération, des éventuelles dépenses imprévues qui pourraient encore survenir sur l'exercice 2021, du bilan des postes budgétaires pourvus en 2021, de la possibilité du recours à la « clause de fidélité » pour les policiers municipaux, du bilan de l'espace France Services et de la possibilité de candidater pour le conseil numérique. Monsieur RODRIGUES indique être particulièrement attentif à l'importance de l'attractivité de la ville pour attirer des agents municipaux à Chilly-Mazarin, puisqu'il confirme un réel sous-effectif des services municipaux.

Rafika REZGUI relève que son propos diverge des interventions jusqu'alors exprimées par son groupe, puisqu'il semble approuver les recrutements engagés par la municipalité. Elle constate qu'il se désolidarise de la position de son groupe politique.

Chantal LACARRIERE-FARGES conteste cette remarque et demande une suspension de séance, qui est accordée.

\*\*\*\*\*

*La séance est suspendue de 21h17 à 21h26.*

4

\*\*\*\*\*

Dominique LACAMBRE répond aux questions sur les ressources humaines, indiquant que les conséquences d'un transfert du conservatoire, financières, organisationnelles mais surtout en termes de service public, sont en cours d'étude et de discussion avec la CPS et qu'aucune décision n'a été prise. Il ajoute ne pas avoir connaissance de dépenses imprévues susceptibles de survenir et évoque les importants mouvements de personnel.

Béatrice RICCIARELLI indique que le souhait de la collectivité est de recruter des policiers pleinement formés et opérationnels, et que partant, l'obligation de rester trois ans sur le poste n'a normalement pas vocation à s'appliquer. Elle précise que, si le cas se présentait, il pourrait être demandé aux policiers stagiaires.

Rafika REZGUI rappelle que l'espace France Services n'est en place que depuis six semaines, et qu'il est trop tôt pour présenter un bilan. Elle revient sur l'importance des équipements sportifs, cruellement insuffisants depuis l'effondrement du gymnase Pierre de Coubertin, la destruction du hangar de l'espace Jeunes et de celle de la MJC, notamment pour les scolaires et les associations. Elle indique que la Commune n'est pas éligible au dispositif du Conseil numérique. Elle conclut en remerciant le Directeur Général des Services et le Directeur des Finances pour le travail accompli dans la préparation du Rapport d'Orientations Budgétaires et la gestion budgétaire rigoureuse.



CHILLY-MAZARIN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

**Le Conseil municipal :**

**PREND ACTE** du Débat d'Orientations Budgétaires et du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'année 2022, ci-annexé.

**Résultat du vote : UNANIMITE.**

**4 - MICRO FORET URBAINE : CONVENTION AVEC LA DIRECTION DES ROUTES D'ILE-DE-FRANCE (DIRIF).**

Karine GREMION présente le projet de délibération et indique qu'une modification mineure a été demandée par la DIRIF dans le projet de convention. Une version modifiée a été déposée sur table à tous les conseillers.

**Le Conseil municipal :**

**APPROUVE** les termes de la convention avec l'Etat de plantation d'arbres sur un terrain – cadastré AO-183, lui appartenant.

**DIT** que cette convention est conclue à titre gratuit et sans limitation de durée.

**AUTORISE** Madame la Maire à signer la convention ci-annexée, et tous les documents relatifs à cette affaire.

**DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets communaux des exercices concernés.

**Résultat du vote : UNANIMITE.**

**5 - BILAN DE LA POLITIQUE FONCIERE DE LA COMMUNE : ANNEES 2016 A 2021.**

Christian PROPONET expose le bilan de la politique foncière depuis 2016, ainsi que le projet de cession avorté à la société Eiffage et une décision de l'ancien Maire, datant de 2016, de « cession » d'un délaissé de la N20 à une entreprise privée, jamais passée en conseil municipal et, qui plus est, portant sur un terrain appartenant au département de l'Essonne.

**Le Conseil municipal :**

**DONNE ACTE**, sans observations, de la présentation faite des tableaux récapitulatifs ci-annexés, des opérations immobilières effectuées au cours des exercices 2016 à 2021.

**6 - MODIFICATION DE LA PARTICIPATION AU FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE : VOLETS SANTE ET PREVOYANCE.**

Dominique LACAMBRE rapporte le projet de délibération, présente les évolutions législatives et le dispositif envisagé.

**Le Conseil municipal :**

**PREND ACTE** du débat tenu en application de l'ordonnance du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique.



**7 - RAPPORT RELATIF A LA SITUATION D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES SUR LE TERRITOIRE DE CHILLY-MAZARIN.**

Dominique LACAMBRE détaille le rapport et les actions en matière d'égalité femme-homme

**Le Conseil municipal :**

**PREND ACTE** du rapport relatif à la situation d'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire de Chilly-Mazarin, ci-annexé.

**Résultat du vote : UNANIMITE.**

**8 - ADHESION DE LA COMMUNE AU CENTRE FRANCILIEN POUR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES HUBERTINE-AUCLERT.**

Rafika REZGUI présente l'association Hubertine-Auclert et l'intérêt d'y adhérer

**Le Conseil municipal :**

**DECIDE** l'adhésion de la commune de Chilly-Mazarin au Centre Hubertine-Auclert, Centre francilien pour l'égalité femmes-hommes.

**AUTORISE** Madame la Maire à signer tout document en vue de l'exécution de la présente délibération.

**DIT** que les dépenses en résultant seront financées sur les crédits ouverts à cet effet au budget communal, et que les crédits seront prévus chaque année au budget concerné.

**Résultat du vote : UNANIMITE.**

\*\*\*\*\*

6

**9 - Le Conseil Municipal EST alors INFORMÉ des quinze (15) décisions intervenues et exécutoires depuis cette date, en vertu des pouvoirs délégués :**

- N°21-096** Signature d'une convention de partenariat avec l'association ISM Interprétariat, dont le siège social se situe à PARIS (75), dans le cadre de la tenue de permanences d'écrivain public au sein du Point d'Accès au Droit (PAD), pour un coût fixé à 130 € nets par séance d'une durée forfaitaire de 3 heures, frais de transports compris, conclue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour un an, renouvelable annuellement avec une échéance au 31 décembre 2024.
- N°21-097** Signature d'une convention de mise à disposition du bassin de la piscine communale de Chilly-Mazarin avec l'école Saint-Joseph située à Morangis (91), afin de permettre aux élèves de deux classes de cours préparatoire de bénéficier de séances de natation scolaire, conclue pour une séance par semaine les mardis de 15h20 à 16h pour la période allant du 30 novembre 2021 au 15 février 2022, soit 10 semaines au prix de 105 € la séance, soit un total de 1 050 €.
- N°21-098** Signature d'une convention relative à l'utilisation des équipements sportifs de la commune par le lycée Marguerite Yourcenar de Morangis pour l'année 2021-2022 avec l'établissement d'enseignement, pour un montant de 4 600 €.
- N°21-099** Signature de contrats de maintenance avec la société Essonne Consultants dont le siège



social se situe à Sainte-Geneviève-des-Bois (91), relatifs à la maintenance et à l'assistance des logiciels de gestion du parc locatif, d'une part, et des demandes de logement, d'autre part, utilisés par le service des Solidarités pour l'exécution de ses missions de service public, pour un montant de 777,40 € T.T.C. pour le logiciel de gestion du parc locatif et de 897 € T.T.C. pour le logiciel de gestion des demandes de logement et conclus pour un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, renouvelables par reconduction expresse sans pouvoir excéder une durée totale de 4 ans.

- N°21-100** Signature d'un avenant n°1 de prolongation de 6 mois au marché relatif à la location, la maintenance et l'entretien des photocopieurs pour les services municipaux et écoles maternelles et élémentaires avec la société Konika Minolta dont le siège se situe à Carrières-sur-Seine (78), pour un montant de 41 632,776 € T.T.C. allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2022.
- N°21-101** Signature d'un contrat d'abonnement annuel d'assistance, de mises à jour et d'hébergement de l'application iMuse pour le Conservatoire de la ville, leur permettant ainsi de répondre aux besoins des usagers en matière de gestion et de suivi de la scolarité ainsi que de la facturation avec la société Saïga Informatique dont le siège social se situe à Clermont-Ferrand (63), pour un montant annuel de 3 528 € T.T.C. et dont le contrat court à compter du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 31 décembre 2022, pouvant être tacitement reconduit 3 fois pour une durée d'un an.
- N°21-102** Signature du marché d'étude de faisabilité pour la construction de trois équipements publics dans la commune de Chilly-Mazarin avec la société ASCISTE Ingénierie Grand Ouest dont le siège social se situe à Tours (37), pour un montant global et forfaitaire de 58 320 € T.T.C., conclu à compter de sa notification jusqu'à l'exécution des prestations contractuellement prévues audit marché.
- N°21-103** Signature d'une convention de mise à disposition ponctuelle, sept fois par an, à titre gratuit, des locaux ci-dessous cités jusqu'au 8 juillet 2022 la première année, puis reconductible expressément deux fois, au moins un mois avant chaque rentrée scolaire, pour l'année scolaire à venir avec l'association « Sessad Arlette Fave » dont le siège social se situe à Lisses (91), représentée par son président, Monsieur Jean-Paul COMTE, selon le créneau hebdomadaire suivant, leur permettant de disposer d'un lieu pour assurer un accompagnement éducatif à des enfants atteints d'autisme :
- La salle d'activité située au 1<sup>er</sup> étage de l'accueil de loisirs les Temps Modernes ou la salle polyvalente du gymnase du Parc, les samedis de 10h à 12h30.
- N°21-104** Signature d'un avenant n°1 prolongeant jusqu'au 15 février 2022 la convention d'occupation à titre précaire du logement communal situé au 36 rue Marie Curie à Chilly-Mazarin, au vu de la demande de détachement du locataire.
- N°22-001** Signature de contrats de maintenance du logiciel Maelis et d'hébergement et de maintenance du Portail Familles avec la société SIGEC, dont le siège social se situe à AUBAGNE (13), dont le coût annuel est de 6 175,20 € T.T.C., répartis comme suit :
- Pour la maintenance du logiciel Maelis : 3 742 € H.T., soit 4 490,40 € T.T.C.,
  - Pour la maintenance et l'hébergement du Portail Familles : 1 404 € H.T., soit 1 684,80 € T.T.C.



CHILLY-MAZARIN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

Ces contrats courent à compter du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 31 décembre 2022, renouvelables tacitement 3 fois, pour une période maximale totale de 4 ans.

- N°22-002** Signature d'une convention de partenariat avec la société « Madame de Sylvia BABIN » dont le siège social se situe à Fresnes (94), portant sur l'accompagnement à la communication au public fréquentant les services municipaux de la ville en mettant à disposition un interprète. Cette convention court à compter du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 31 décembre 2022, renouvelable par tacite reconduction par période d'un an, sans pouvoir excéder une durée totale de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2024.
- N°22-003** Signature d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, du local ci-dessous cité jusqu'au 7 juillet 2022, puis reconductible expressément à chaque rentrée scolaire, avec l'association « Les Socks » dont le siège social se situe au Montcel (73), représentée par sa Présidente, Madame Sylvie Pollet, selon le créneau hebdomadaire ci-dessous, dans le cadre de la pratique du chant en vue de l'organisation de spectacles musicaux :
- La salle d'activité située au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment annexe ou le réfectoire situé dans le bâtiment principal, les vendredis de 18h à 23h et les dimanches de 9h à 19h.
- N°22-004** Signature d'un contrat de location-maintenance d'une plieuse inséreuse colleuse destinée aux diverses mises sous plis, conclu pour 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2021 avec la société PITNEY BOWES dont le siège social se situe à La Plaine-Saint-Denis (94), pour un montant annuel de 3 237,60 € T.T.C., décomposé comme suit :
- Location : 2 593,20 € T.T.C.
  - Maintenance : 644,40 € T.T.C.
- N°22-005** Signature d'une convention avec le docteur Alain CASTEL, exerçant au 25 rue François Mouthon à Chilly-Mazarin relative aux modalités de ses interventions au centre de vaccination de la commune au titre de médecin coordonnateur, allant du 1<sup>er</sup> janvier 2022 jusqu'à la fermeture du centre de vaccination et au plus tard le 31 décembre 2022, pour un maximum de 18h et 625 € par mois.
- N°22-006** Signature d'un contrat de maintenance curative et préventive du système de vidéo protection avec la société IBS'ON dont le siège social se situe à PARIS (75), dont le montant annuel est de 10 200 € T.T.C. et conclu pour un an à compter du 1<sup>er</sup> mars 2022, renouvelable 3 fois par reconduction expresse, soit une échéance au plus tard le 28 février 2025.

8

Chilly-Mazarin, le 14 février 2022

La Maire,  
Rafika REZGUI

